

LE CONFIDENT

**POUR UNE GENERATION SANS
SIDA ZERO NOUVELLE INFECTION
A VIH ZERO DISCRIMINATION
ZERO DECES LIE AU SIDA**

QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION GENERALE
B.P. 427 BANGUI (RCA) - TEL. 21.61.62.72 / (+236) 75.04.64.14 /
(236+) 72.40.02.28/72.55.01.06
E-mail: leconfident2000@yahoo.fr/site web: www.leconfident.net
Directeur de Publication: Mathurin Constant Nestor MOMET

N° 5436
23 Juin 2022
Prix : 300 FCFA

LES VICTIMES DE CRISES CENTRAFRICAINES DÉNONCENT LES ACQUITTEMENTS FALLACIEUX DE LA COUR CRIMINELLE



**L'HONORABLE
ADAM IDRISSENDE DÉPUTÉ
DE OUADA-DJALLÉ AUX ABOIS**

**LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MOUKADAS NOURE ABOUBAKAR
LANCE LA CAMPAGNE DE RECRUTEMENT
2022-2023 À L'UNIVERSITÉ PRIVÉE GUTSCHOOL**

**LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
DOIT FAVORISER L'ACCÈS AUX
MARCHÉS ET EMPLOYER LES JEUNES**

**ANNONCE COMPLEXE SCOLAIRE
INTERNATIONAL GALAXY:
CONCOURS MATHS & FRANÇAIS**

« ... et si je devais choisir entre un gouvernement Sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je retiendrais sans hésiter la seconde solution. » Thomas JEFFERSON

L'HONORABLE ADAM IDRISSENDE DÉPUTÉ DE OUADA-DJALLÉ AUX ABOIS

La paisible situation des populations d'Ouada-Djallé transformées depuis plus d'une semaine en jungle ne cesse de se dégrader de jour en jour. Comme conséquence, il se trouve que la quasi-totalité de la population vit toujours en réfugiée en brousse surtout en pleine saison de pluie dans une condition de grande pauvreté. Et ces pauvres civils réfugiés espèrent un prompt rétablissement de la situation socio-politique.

Hélas, cela demeure une chimère. Car il n'y a pas encore un site offert pour abréger la souffrance des populations confinées dans leur propre pays, quelques intégrités qui nourrissent haine, vengeance et violence. Les ennemis de la paix des véritables bandits de grand chemin qui font la pluie et le beau temps ont pour mission de conquérir toute la préfecture, s'organiser pour reprendre le même schéma comme fut le cas en 2013 avec la coalition séléka. C'est la psychose totale car, ils ont lancé une opération de ratissage de tous les biens privés des paisibles populations.

Cette opération leur a permis d'emporter quelques biens précieux : tablette, téléphones, ordinateurs. Aussi soupçonnent-ils les Abbés de faire ce trafic la nuit au bénéfice des musulmans. Une pilule amère à boire pour les populations qui ne savent plus de quel saint se vouer pour sortir de cette situation qui ne fait que perdurer.

Au regard de la situation décrite ci-haut, on peut dire que la souffrance de la population centrafricaine malgré un dialogue républicain est loin de connaître une fin. Si l'invasion des bandits de la Séléka à l'heure de la chute de François Bozizé a occasionné une grande spoliation de la population de ses biens, il n'en demeure pas moins que la présence actuelle des éléments de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) de François

Bozizé vient encore aggraver la situation sans défense et aujourd'hui sans espoir d'un lendemain meilleur.

C'est plutôt une désolation surtout qu'il n'existe aucune organisation disciplinée. Il y a de quoi interpeller les autorités gouvernementales sur la situation qui prévaut à Ouada-Djallé. Tous les ingrédients semblent réunis pour mener inexorablement l'éducation de cette ville vers une année blanche, car, avec le démarrage des examens officiels certains élèves sont dans la brousse fuyant les actes ignobles de ces criminels en dépit de la volonté manifeste du ministère de l'éducation nationale.

Toujours dans le droit fil des comportements inquiétants de nouveaux hommes forts de cette localité, d'autres coups de force du même genre sont à redouter. En effet, les éléments de la CPC menaient d'installer leur QG à l'intérieur de la ville dans le seul objectif de paralyser les activités spirituelles et culturelles sociale et économique en signe de protestation et le désir de prouver leur suprématie sanguinaire. Car leur présence constitue une menace permanente tant pour les ONG que pour la population et fait écran au processus de normalisation de la situation de la même ville. Tout cela est une conséquence logique de l'absence d'une politique de gestion des conflits en Centrafrique. On est comme dans une jungle où le plus fort

règne, domine et dispose des autres autant que cela lui sied, sans prendre en compte les fondamentaux de la vie en société : lois, respect, liberté... Cela me semble un appel fort et significatif de la situation de Ouada-Djallé. Dans un communiqué signé du 16 juin 2022, l'élu de la localité de Ouada-Djallé a interpellé le pouvoir de Bangui de tout mettre en place pour protéger les populations civiles contre les éléments de la CPC de François Bozizé. Voici son intégralité.

Depuis quelques semaines durant et jusqu'à maintenant, la sous-préfecture de Ouada-Djallé, ville située dans la préfecture de la Vakaga, fait objet de grande menace d'attaque des groupes rebelles lourdement armés, appartenant à la CPC (Coalition des Patriotes pour le Changement). Ces hommes armés se trouvent à proximité à 10 km, ont pratiquement entouré l'entrée totale de cette ville. Toute la préfecture voire les fonctionnaires affectés dans notre localité est dans la psychose.

Vu la gravité de cette menace d'attaque, et les conséquences qui pourraient advenir, je lance un cri de cœur au Président de la République, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, au Gouvernement, à la Minusca et à la Communauté internationale d'agir dans l'immédiat pour empêcher une telle agression contre cette paisible population. Ç

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE MOUKADAS NOURE ABOUBAKAR LANCE LA CAMPAGNE DE RECRUTEMENT 2022-2023 À L'UNIVERSITÉ PRIVÉE GUTSCHOOL

C'est dans un climat d'apaisement et de convivialité que le ministre de l'Éducation nationale Dr. MOUKADAS NOURE ABOUBAKAR a effectué une visite de courtoisie à l'université privée GUTSCHOOL dans le but de s'imprégner de la réalité d'encadrement des étudiants dudit institut et surtout de procéder au lancement de la campagne de recrutement 2022-2023 à l'université privée GUTSCHOOL en présence de l'Administrateur Général Pr. Henri KOULAYOM et de son staff.

Dans son mot de bienvenu, l'Administrateur Général GUTSCHOOL Pr. Henri Koulayoum après salut protocolaire a réaffirmé son engagement au service de la jeunesse centrafricaine en matière de la création d'emplois. C'est dire qu'il a pris conscience de l'importance de l'entrepreneuriat dans le développement d'un pays. Rejoignant l'idée défendue par l'économiste Joseph SCHUMPETER, toute l'ingénierie pédagogique de GUTSCHOOL replace l'entrepreneuriat au cœur de l'économie des nations. Dans son ouvrage « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* » en 1776, le philosophe et économiste Adam SMITH fait l'éloge des mécanismes de création de richesses qui sont à l'origine de l'entrepreneuriat. La première définition universelle de ce concept, a été donnée par Howard STEVENSON, professeur de la prestigieuse Harvard Business School : « *l'entrepreneuriat est la poursuite d'opportunités sans égard pour les ressources existantes* ».

C'est donc par la découverte des principes de l'entrepreneuriat que ce module « Idée de projet » commence en privilégiant le numérique qui est la nouvelle tendance du monde. Tous les processus organisationnels et de marché

sont dématérialisés pour laisser place aux outils numériques et ce, dans tous les secteurs d'activité. C'est dans ce contexte que dès la première année d'études, les étudiants de GUTSCHOOL sont formés à l'entrepreneuriat avec une vision fondée sur le social business. La rentrée académique 2022-2023 va donc vers une vitesse de croisière pour une jeunesse plus que jamais responsable.

Pour le ministre de l'Éducation nationale Dr. Moukadas NOURE Aboubakarsa présente est le lieu de rappeler l'importance qu'accorde le Président de la République, Chef de l'Etat, Professeur Faustin-Archange TOUADE-RA, à la problématique de la formation professionnelle de hauts cadres compétents, formés à la Gestion et surtout à la Bonne Gouvernance, pour servir aussi bien le secteur privé que le secteur public. L'intérêt qu'il porte à la question de l'entrepreneuriat, comme l'une des solutions phares en matière de lutte contre la pauvreté, se matérialise à plusieurs reprises et notamment par la remise de prix aux meilleurs entrepreneurs l'année dernière à l'hôtel Ledger, lors de la célébration de la première édition de la Journée Nationale de la Culture. Le membre du gouvernement a profité de l'oc-

casion pour relayer les vœux du Président de la République, Chef de l'Etat, d'introduire dans les programmes scolaires et universitaires, des modules d'enseignement dédiés à l'entrepreneuriat pour développer définitivement la culture entrepreneuriale parmi nos jeunes.

Cette tendance vers l'entrepreneuriat se veut être la vitrine du partenariat entre l'Université et le monde du travail. Elle ne doit donc pas s'appliquer qu'à GUTSCHOOL mais à tous les établissements qui doivent lui emboîter le pas. Cette démarche consiste à pousser les étudiants à recevoir tous les outils et l'encadrement nécessaires pour entrer sans difficulté dans le monde professionnel en tant qu'employé ou en tant que créateur d'entreprise.

Il a exhorté les Etudiants à prendre au sérieux leurs études et surtout a lancé un vibrant appel aux personnes de bonne foi de soutenir l'idéologie incarnée par l'Institut Universitaire privé GUTSCHOOL qui fait de la jeunesse centrafricaine des acteurs de l'entrepreneuriat dans tous les secteurs.

Jacques Emmanuel Ngue

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DOIT FAVORISER L'ACCÈS AUX MARCHÉS ET EMPLOYER LES JEUNES

L'obstacle d'importance pour de nombreux agriculteurs centrafricains est l'enclavement, qui ne permet pas l'écoulement des récoltes, dont près d'un tiers est perdu faute des moyens de stockage appropriés. Pourquoi alors produire plus ?

Plus de 70% des ruraux habitent et cultivent à plus de deux (2) kilomètres d'une route où les véhicules ne peuvent pas circuler en toutes saisons. Près de la moitié des pistes rurales sont dégradées, ce qui augmente les durées et les coûts de transport, quand elles ne sont pas inutilisables.

Dans certaines communes, des villages entières qui auparavant alimentaient d'autres ou exportaient, sont aujourd'hui totalement enclavées. Elles ne peuvent plus évacuer leurs produits si ce n'est en moto, à vélo ou à dos de femmes...

Là aussi, la réfection de ces pistes et la construction de nouvelles routes et infrastructures exigent des financements colossaux et la participation de tous : bailleurs de fonds, Etat, privés, populations locales, etc. C'est la condition indispensable pour que les agriculteurs puissent approvisionner les marchés tant locaux que nationaux ou régionaux et ainsi alimenter les villes.

Face à l'explosion démographique d'ici 2030, la République Centrafricaine (RCA) dispose des atouts physiques importants dont la mise en valeur demande des lourds investissements. L'accroissement de la popu-

lation, qui rend plus urgent ces investissements, est aussi un atout. Car il se traduit par l'arrivée sur le marché d'une main-d'œuvre abondante et jeune. En dépit d'un fort exode rural à Bangui la capitale de la RCA et dans la préfecture de l'Ombella-M'Poko à proximité surtout à Bimbo et Bégoua, la population des campagnes continuera à s'accroître par an. De nombreux centrafricains vivent de la terre en zone rurale et à proximité des villes. Les zones urbaines, très peu industrialisées, n'offrent pas d'emplois formels pour tous ces jeunes qui arrivent sur le marché de travail.

Plus de 45% des jeunes centrafricains de 15 à 35 ans n'ont pas de travail formel ou informel et pire ils ne vont pas à l'école. Une situation désespérée qui pousse certains d'entre eux à s'exiler à tout prix ou, dans les zones de conflits, à s'enrôler comme enfants soldats, triste moyen de gagner leur vie.

Dans les conditions actuelles, l'agriculture et les activités rurales resteront, pour les décennies à venir, les principales pourvoyeuses d'emplois et de revenus pour ces cohortes de jeunes et non la recherche actuelle

par le gouvernement des investissements à moyen et long termes alors que ces derniers meurent de faim dans les quartiers, les villages et les grands taudis.

Revaloriser le métier de l'agriculteur

Malheureusement, le monde rural n'est pas assez soutenu. En RCA, il n'y a pas de politique agricole adaptée à la réalité. Elle existe sur le papier, mais sur le terrain on ne sent pas l'appui des pouvoirs publics, tant au niveau des petits producteurs que des groupements.

Pour les jeunes, être agriculteur, actuellement n'est guère attractif. Ce métier est déconsidéré, voire méprisé.

Le peu d'intérêt surtout pour les cultures vivrières, pourtant vital, a remplacé ce sentiment d'abandon.

L'absence de formations adaptées aux besoins des jeunes ruraux qui veulent se moderniser en témoigne. L'école est le premier pas.

Revaloriser le métier d'agriculteur par une loi, rendre les zones rurales attractives, prendre en compte les besoins et les souhaits de cette catégorie de la population pourtant majoritaire, sont autant de défis à relever pour que les généra-

(Suite lire page 6)

LES VICTIMES DE CRISES CENTRAFRICAINES DÉNONCENT LES ACQUITTEMENTS FALLACIEUX DE LA COUR CRIMINELLE

Réunis dans la capitale soudanaise, du 24 janvier au 5 février 2019, dans le cadre du processus de dialogue défini par la Feuille de route de l'initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, signé à Libreville (Gabon) le 17 juillet et dont l'objet principal est de promouvoir le dialogue entre le gouvernement et les groupes armés en vue d'obtenir un accord global consensuel de sortie de crise définitive de crise, certaines conditions ont été fixées. Malheureusement le statu quo des juges de la cour criminelle vient semer les doutes dans les cœurs des victimes.

En un moment où les victimes espéraient voir leurs bourreaux payer leurs forfaits, les séances de la cour criminelle viennent encore soulever la problématique de la justice centrafricaine à la solde des politiques. La question communément posée par le commun des Centrafricains est de savoir si les juges des instructions prennent souvent de la peine pour vérifier les preuves des dossiers à transférer au parquet. Car comment comprendre depuis une semaine tous les réquisitoires du ministère public rendus au nom du peuple centrafricain ne sont pas pris en compte par le conseil. Tous au finish sont taxés de manque des preuves ?

Dans le texte préambule de l'Accord de Khartoum, les panélistes ont compris que la majorité de la population centrafricaine est composée d'enfants et des femmes qui ont été profondément affectés par le conflit armé, et que la protection intégrale des droits de ces derniers et la fin des exactions et des hostilités, sont des objectifs communs et toutes les parties. Ils étaient donc convaincus du rôle fondamental des femmes centrafricaines dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la construction d'une paix durable, et ont même souligné leur importante contribution à

tous les efforts pour une solution de sortie de crise définitive de la crise centrafricaine. Peut-on parler de paix sans justice distributive ? Aucun dossier n'a abouti à l'atteinte de la sûreté de l'Etat comme quoi la tentative de coup d'Etat du 13 janvier 21 dans la capitale centrafricaine n'est pas aussi fondée. Bozizé seul a pu oser faire un coup d'Etat sans des antennes dans la capitale ?

Le problème qui se pose de nos jours, c'est que l'Etat a largement failli dans sa mission de gendarme en matière de renseignement. Pour preuve, il a opté à une politique de deux poids, deux mesures du fait qu'il contrôle et exige jour et nuit la condamnation des petits voleurs de cabris alors que certains crimes qui menacent la paix et la stabilité du pays sont réduits au silence, preuve de la promotion de la culture de l'impunité en Centrafrique. Voilà pourquoi même les groupes armés profitent du laxisme judiciaire pour marcher sur les accords qu'ils ont eux-mêmes signés sans pression.

On se souvient pour mémoire d'histoire que lors de la sortie de la chambre climatisée le 6 février 2019, certains leaders des groupes armés ont quitté la salle de cette rencontre historique au vu et au su de tout le monde. Ces garants et facilitateur n'avaient pas réagi

et ce qui a favorisé la création de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) de François où six signataires ont abandonné leurs engagements pour rejoindre le général d'Opérette sans que les déserteurs ne soient poursuivis en justice. Et de nos jours, certains représentants de ces ennemis de la paix sont encore dans le gouvernement sans que les sanctions ne soient prises pour mettre un terme à cette longue période d'impunité. Et d'ailleurs même s'ils sont poursuivis, au petit matin, ils bénéficient des acquittements pour manque de preuves. A qui la faute ?

Que nous inspire alors cette déclaration riche de sens du président Touadéra : **« Les atrocités et les humiliations subies pendant plusieurs années de conflits fratricides doivent nous inciter à nous fixer des lignes rouges communes et, la ligne rouge qui me paraît la plus importante, est l'impunité zéro pour tous les auteurs des crimes et délits Sans ces lignes rouges, nous risquons de retomber dans les pièges du passé et la paix, la sécurité et la prospérité recherchées ne seront jamais trouvées. C'est pourquoi la lutte contre l'impunité sera la colonne vertébrale de mon nouveau quinquen-**

(Suite lire page 6)

(Suite de la page 4)

tions montantes restent dans les campagnes.

Certes, une partie d'entre eux continuera à venir grossir les villes, mais l'arrivée des jeunes agriculteurs bien formés et dynamiques, prêts à innover, ouvre la voie à la hausse de la productivité tant attendue. A ces conditions, ces nouvelles générations si nombreuses seront plus une richesse qu'un poids qu'on utilise uniquement pendant les campagnes électorales.

En règle générale, notre pays est assailli des problèmes de tout genre. Les pouvoirs publics sont conscients que l'agriculture est important, mais ne la considèrent pas comme prioritaire, comparée par exemple au paiement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat, des bourses aux étudiantes et étudiants ou les pensions des retraités, qui peuvent descendre dans la rue ou à la bourse de tra-

vail pour revendiquer, réclamer des droits, et donc elle est laissée pour compte.

La plupart des électeurs, qui ont voté le Président Faustin Archange TOUADE-RA au premier tour pour le second mandat, sont des ruraux, mais il faudrait aussi que ceux-ci s'organisent pour convaincre les autorités du bien-fondé de l'agriculture.

Aujourd'hui, tout le monde parle de réduction de la pauvreté. Où peut-on commencer à réduire la pauvreté si ce n'est dans le monde agricole ? Si tous les producteurs sont bien organisés, ils peuvent produire mieux et surtout participer au commerce national et international, ce qui va faire entrer les devises dans le pays et tout le monde sera gagnant.

L'agriculture peut aussi contribuer significativement à la consolidation de la paix en Centrafrique dans le programme DDR. Car, ce sec-

teur offre d'énormes potentialités pour la réinsertion durable des ex-combattants. L'armée de garnison ne pourra se pérenniser que si elle est en mesure de produire pour sa propre consommation et les habitants environnants.

La RCA est un pays à vocation agricole. Le gouvernement doit mettre davantage l'accent sur le travail du sol et de l'élevage afin de produire suffisamment pour le peuple qui a tant besoin de nourriture. Nous devrions sortir des sentiers battus car notre agriculture doit être repensée à travers le changement de nos méthodes et de la mise en œuvre des moyens modernes (l'exemple de la motorisation agricole en Centrafrique, etc.).

Il n'y a pas de choix. Nourrir et faire vivre plus de personnes implique de faire de l'agriculture la priorité absolue.

Christian KAMAYEN

(Suite de la page 5)

nat. Je réaffirme mon engagement à continuer à œuvrer pour une justice indépendante, équitable, véritable garantie pour tous les citoyens quel que soit leur statut. A cet effet, j'engagerai le Gouvernement à mener une réforme profonde de la justice afin de régler le problème de la lourdeur des procédures qui assure une impunité de fait aux auteurs des crimes de sang et des crimes économiques » a affirmé le chef de l'Etat Faustin Archan-

ge Touadéra. Si de nos jours, les groupes armés sont considérés comme les « héritiers de Boganda », c'est parce que les sanctions ne sont pas prises en vue de mettre un terme à une longue période d'impunité considérée comme la cause principale des crises du pays. Or, dans l'annexe dans son article 9 il est dit : **« Conformément à son mandat, la MINUSCA appliquera des mesures temporaires d'urgence pour détenir tous ceux qui se livreraient directement ou indirectement à des actes qui violent les dispositions**

de l'Accord ou de nature à compromettre la paix, la stabilité ou la sécurité de la République centrafricaine »

Or, si cette résolution était prise en compte, Bozizé n'aurait pas créé son mouvement armé et recruté les anciens signataires dudit accord. Il y a donc lieu de s'interroger sur la raison de croire encore à la justice de notre cher et beau pays car, on espère que ces acquittements ont vraiment leur raison judiciaire.

Paulin Zénguino-Wawè



COMPLEXE SCOLAIRE INTERNATIONAL GALAXY

"plus qu'une école"

Annonce Complexe Scolaire International Galaxy : Concours Maths & Français

Le Complexe Scolaire International Galaxy en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale, a le plaisir d'annoncer aux élèves des classes de 3^e, 2nde et 1^{er}e des établissements scolaires publics et privés de Bangui et de ses environs qu'un concours de Français et de Mathématiques se tiendra le Samedi 23 juillet 2022 à 09h, dans l'enceinte de son immeuble, sis Relais SICA, Rue du 18 Janvier.

À cet effet, les dix premiers gagneront des prix selon le classement ci-dessous :

- 1^{er} : 200 000 FCFA
- 2^e : 150 000 FCFA
- 3^e : 100 000 FCFA
- 4^e : 75 000 FCFA
- 5^e : 50 000 FCFA
- 6^e au 10^e : 10 000 FCFA

Le frais de participation est fixé à 1.000 FCFA

Documents requis :

- 1^e pièce d'identité
- 2 photos 4 x 4

Pour plus d'infos, contactez les numéros suivants : 70149930/70149663/75753375

NB : Ce concours est réservé exclusivement aux élèves des niveaux retenus.

Venez nombreux vous inscrire pour tester vos connaissances, tout en espérant gagner des prix !

GALAXY

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE AU CENTRE D'UN WEBINAIRE DES MÉDIAS AU BENIN

Dans le cadre de ses activités mensuelles, le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN) a organisé récemment au Bénin, un webinaire des médias sur le thème : Sécurité alimentaire et changements climatiques en Afrique de l'ouest et du centre, cas du Bénin. Pour ce webinaire, le REMAPSEN a porté son choix sur deux éminents panélistes, à savoir M. Isaias Ange Obama Oyana, représentant de la FAO au Bénin et M. Alfred Ackapo, Secrétaire permanent du Conseil de l'Alimentation et de la nutrition (CAN).

En abordant le premier sous thème, consolidation de la

l'ouest et du centre. Selon l'orateur « les déficits pluviométriques, les grandes sécheresses, les pluies diluviennes et les inondations dévastatrices ont des conséquences dramatiques sur les moyens de subsistances des populations. A cela, il faut ajouter les catastrophes naturelles qui ont doublé en l'espace de 20 ans selon une étude de l'ONU. Toutes choses qui favorisent un manque de fertilité des terres » a-t-il précisé.

Pour faire face à cette situation, M. Isaias Ange Obama Oyana propose une série de mesures d'adaptation et d'atténuation qui sont entre autres, le déplacement des terres, la gestion de l'eau, le déplacement des cultures, une meilleure gestion des terres par une politique de reboisement et le renforcement de la recherche agricole.

La seconde communication de ce webinaire a porté sur le sous-thème suivant : Sécurité alimentaire et nutrition au Bénin, états des lieux, défis et perspectives. Selon M. Alfred Ackapo, nutritionniste et secrétaire permanent du Conseil de l'alimentation et de la nutrition, le niveau d'approvisionnement des marchés agricoles est moins satisfaisant, quand on le compare à la moyenne des cinq dernières années.

Ainsi, l'on note une hausse généralisée des prix des principaux produits agricoles. Il a également déploré l'instabilité de l'approvision-

nement, du fait de la pandémie de COVID-19 et de la crise Russo-Ukrainienne.

Pour réguler cette situation, plusieurs mesures ont été prises dont le plafonnement des prix des certaines denrées alimentaires et la subvention des intrants agricoles au titre de la campagne 2022-2023.

Au terme de cette webinaire sur la sécurité alimentaire et les changements climatiques, la Coordonnatrice nationale du REMAPSEN au Bénin Claire Stéphane Sacramento et le Président du comité exécutif du REMAPSEN Bamba Youssouf ont vivement remercié les panelistes et les participants pour la qualité de leurs interventions. Le prochain webinaire du REMAPSEN aura lieu le 20 juillet en Mauritanie sur la mortalité maternelle et infantile.

INFOS : Cellule de communication du REMAPSEN

- Directeur de Publication**
Mathurin C. Nestor. MOMET
75.04.64.14/72.55.01.06
- Secrétaire de la Rédaction**
Jacques Emmanuel Ngue
72.09.09.38/75.56.46.42
- Rédaction**
Martial KOROBALE
72.17.46.00
- Gestionnaire**
Martin Luther YAKARI
72.40.02.28/75.76.67.67
- Secrétaire de saisie**
Hélène TOUADANGA
72.64.88.53
- Machiniste**
Marc BASSALAS DOTE
72.08.71.92
- Responsable de Distribution**
Jean Marie YAGBANGA
72.39.96.40
- Imprimerie**
Le Confident Tel : 70.09.19.68



sécurité Alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de changements climatiques : cas de l'Afrique de l'ouest et du centre, le représentant de la FAO au Bénin a instruit les journalistes sur l'évolution des changements climatiques en Afrique de